

Épreuve de CULTURE GÉNÉRALE

"Peut-on encore sauver le projet européen?"

Lorsque Romain Gary écrit à trente ans Une jeune européenne, il vit à Londres après avoir vécu en Russie, en Pologne, avoir combattu avec la résistance en France et décrit s'y être senti profondément "européen de cœur" au contact des maquisards communistes polonais et espagnols. Symbole à lui seul d'une identité, celle d'un continent qui a traversé et a été décliné par deux guerres majeures au XX^e siècle, mais aussi d'une culture, l'auteur de Racines du ciel est un exemple vivant de cette identité qui survit aux cendres du conflit de 1939-1945. Sixante-dix ans après son ouvrage, publié en 1946, l'un des pays les plus importants de l'Union Européenne vient de voter en faveur de la sortie de cette zone créée en 1957 à la faveur du traité de Rome, tandis que l'Europe traverse une crise profonde sur son identité, sa construction, son fonctionnement et ne semble plus s'entendre face aux défis économiques (coordination des politiques budgétaires) ou migratoires (groupe de Visegrad refusant la répartition des réfugiés). Pour certains, en particulier les partis souverainistes de différents pays européens (UKIP en Angleterre, FPÖ de Styrade

en Autriche, FN en France, Ligue du Nord en Italie), l'Europe vivrait ses dernières heures et serait condamnée à se déliter, soit en assistant au départ d'autres pays, au refus d'appliquer les textes, ou à une construction européenne à la carte, chaque pays venant y puiser l'idéal qui lui conviendrait.

Toutefois, le projet européen ne se résume pas, loin de là, à une entité économique ou politique, associant des pays par le biais de législations communes. La naissance comme la poursuite de ce projet, souvent au prix de sacrifices importants, prend ses origines dans une vision de l'identité européenne, dont le sens dans l'histoire (à la manière hégelienne de la Raison dans l'histoire) aurait été de s'unir au regard de ses racines communes, et dans le but d'éloigner le spectre de la guerre. La crise du projet européen serait donc avant tout une crise de l'identité européenne, et chercher à sauver le projet européen reviendrait à répondre à la question : cette identité fait-elle encore sens ? Une culture commune, une proximité géographique, des racines partagées justifient-elles à elles seules de renoncer à sa souveraineté, que représente l'intégration croissante à l'œuvre dans la construction européenne ?

Si le projet européen est né d'un idéal partagé de garantie de la prospérité économique et de la paix visant à éloigner le spectre de la guerre (I, A), il a été très sévèrement mis à mal par le regain nationaliste, certes ancien, et des défis nouveaux qui mettent en péril sa pérennité (I, B). Sauver le projet européen suppose de se concevoir à nouveau comme une entité qui fait sens, en retrouvant une identité européenne dépassant les particularismes nationaux (II, A) et en permettant à ses citoyens de se réapproprier l'Europe (II, B).

* * * *

I) Né d'un idéal de garantie de paix et de prospérité pour le continent européen, fondé sur une culture et des racines communes, le projet européen traverse une crise profonde qui le fragilise

A) L'abandonnement d'un idéal, à la fois pour éloigner le spectre de la guerre et des crises économiques et accomplir "la sortie de sa minorité" de l'Europe (Kant sur l'Homme moderne)

A.S. Depuis "l'homme européen" décrit par Emmanuel Kant et le rêve des "Etats-Unis d'Europe", configuration d'Etats dont parlait Victor Hugo après sa lecture de l'œuvre de Tocqueville (De la démocratie en Amérique) qui l'avait fortement marqué par sa description des avantages du fédéralisme, le projet européen n'a cessé d'inspirer la littérature avant de se concrétiser en 1951 (accords CEEA-CECA) et en 1957 (traité de Rome) et de connaître une intégration croissante, de zone de libre échange à union monétaire, forme de l'intégration la plus aboutie (Bela Belassa) et unique en son genre dans le monde, depuis l'acte

unique européen (1986), la libre circulation complète des capitaux, biens, personnes et services (Maastricht 1992) jusqu'au TSCG en 2012. Ce mouvement d'intégration croissante part d'un désir de garantir davantage de prospérité en unissant des pays à travers des législations communes ou coordonnées, sauf dans certains domaines purement régaliens, dans un mouvement d'abandon de souveraineté au profit d'une cause plus grande" (Olivier BEAUD in La primauté de l'Etat, commentant les délégations de souveraineté au profit de l'UE sur la base d'une réflexion sur la République de Jean Bodin).

Ce rêve européen est aussi identitaire : il est une tradition concrète du "projet de paix perpétuelle" énoncé par E. Kant qui parlait d'une entité supra-nationale capable d'exercer son autorité au point d'interdire les conflits, lorsque les hommes lui auront volontairement délégué ce mandat, "lassés de la guerre".

Dans la tradition de lumières, il traduit le cosmopolitisme à l'œuvre chez Montesquieu qui énonçait son attachement à l'Europe dans une abnégation peu commune : "si je savais que quelque chose fut utile à ma personne et nuisible à ma famille, je la rejetterais (...), utile à ma patrie et nuisible à l'Europe, je la rejetterais" (in Mes pensées).

Il permet d'éloigner durablement le spectre de la guerre, "exaspération de la passion des hommes", dont le courage serait dévoyé (Naus ou la guerre jugée, Alain, écrit au front en 1916) et où les Etats européens se sont engagés "à participer au gré d'alliances qui les obligent à se lancer dans la guerre, "sans autre considération que la parole donnée et la juste rétribution de la protection reçue en retour" (François de Collières, De la manière de négocier avec les souverains, 1715, critiquant les nombreuses guerres menées par Louis XIV

preuve de CULTURE GÉNÉRALE

au nom des alliances européennes contre le Royaume-Uni ou les Provinces-Unies. Le XX^e siècle lui donnera d'ailleurs raison avec la triple alliance et les accords franco-russes de 1894, franco-britanniques et russo-britanniques, qui vont précipiter l'Europe dans la guerre). Le projet européen se fonde sur l'idée non pas d'une alliance militaire commune (devolue à l'OTAN, tandis que l'Europe de la défense ne propose que très lentement) mais d'institutions et d'une prospérité communes éloignant le spectre de la guerre.

A.2. Ce projet trouve aussi sa justification dans le "ciment commun" que représenterait l'Europe, héritage de la philosophie et de la culture greco-romaine (préambule au TSEC), mais aussi lien de naissance de la "modernité" par les révolutions scientifiques qui s'y sont opérées, et ont été diffusées au monde, à commencer par le passage "du monde clos à l'univers infini" (A. Koyré, titre de l'ouvrage) avec Copernic et Galilée et la naissance de l'homme moderne (Hannah Arendt in Condition de l'homme moderne, par trois événements majeurs survenus

en Europe ; le départ de C. Colomb pour l'Amérique en 1492, les 95 thèses de Luther - naissance de l'individualisme, émergence d'un rapport direct à Dieu dans le protestantisme - en 1517 et invention de la "lunette" de Galilée en 1609). Cet homme européen, "résolument moderne" (A. Rimbaud, une saison en enfer), assiste dans un destin commun à l'Europe aux révolutions industrielles et aux révolutions scientifiques systémiques au XIX^e siècle, faisant changer de paradigme les sciences concernées (Thomas Kuhn, la structure des révolutions scientifiques), tandis que l'Europe traverse ensemble des courants de réflexion commune : sur la nation, en Allemagne au lendemain de la défaite d'Iéna (1807). Fichte rédige son discours à la nation allemande, réflexion sur l'identité et la nation au lendemain de la défaite d'Iéna, alors que l'Espagne (Vélasquez, "el 2 de mayo"), l'Italie se (re)découvrent une identité devant les troupes napoléoniennes. En 1848, c'est en France que naît le suffrage universel en Europe, et que divers mouvements se diffusent à travers le continent (proudhonisme, parti radical né en 1902 qui voit ses ramifications à l'étranger en Europe, internationale socialiste depuis la Russie).

En 1892, à Fichte répondra Renan dans son discours à la Sorbonne "Qu'est-ce qu'une nation?", fondant les bases de l'opposition entre le droit du sol et le droit du sang, et prémisses aux débats qui ont agité l'Europe sur la question identitaire par la suite. Les courants "déclivistes" dans la philosophie espagnole (Miguel de Unamuno), parlant d'un crépuscule de la grandeur pénée, trouvaient leur pendant ailleurs dans le continent, chez Baudelaire (journal la Cocarde), les romantiques allemands (Goethe) et philosophes (Nietzsche) cf. Hervé de Broas Le sol et le sang.

B) Le projet européen, s'il semble trouver ses justifications dans une culture commune et un projet commun, est sérieusement menacé toutefois par une contestation identitaire, certes ancienne, mais de plus en plus virile, et de nouveaux défis face auxquels les Etats semblent impuissants.

B.1 Dans Economie et société, Max Weber rappelle la fonction protectrice de l'Etat comme mode d'organisation de la société et "monopole de la violence légitime". L'orga-

nisation supranationale qui a représenté la CEE et que représente l'UE, par la protection accordée aux individus, légitime leur acceptation de l'abandon de souveraineté limitée qu'elle suppose. Toutefois, si cette protection apparaît absente, les contestations à l'œuvre peuvent se manifester au point d'étouffer les bienfaits des concessions faites au nom de l'unité.

L'euroscepticisme semble d'ailleurs être né avant l'Europe elle-même, puisque l'Europe n'a pas tout réglé en dépit des principes affichés. Certes, l'objectif de paix au sein de ses frontières a été atteint,

bien qu'à ses portes la guerre ait fait rage sans qu'elle n'ait pu l'empêcher (Croatie 1991 - Serbie 1992 -

Tchétchénie 1995 - Kosovo 1999). Par ailleurs, lors de l'entrée des différents Etats dans la CEE puis l'UE, les tensions régionalistes / indépendantistes n'ont pas cessé pour autant, voire se sont accentuées sous l'effet de l'entrée dans une entité plus large (Basques et Catalans en Espagne, tensions Wallons / Flamands en Belgique, référendum écossais, entrée de Chypre dans l'Union en 2004 alors que le pays fait l'objet d'un contentieux entre la Grèce et la Turquie) même si la violence semble avoir pratiquement disparu dans ses formes extrêmes (dépôt des armes IRA, trêve ETA). Entre pays européens, les tensions existent aussi en dépit de l'union officielle : le scepticisme du général de Gaulle à l'égard du Royaume-Uni a longtemps retardé l'entrée de ce pays dans l'Union (1974) tandis que ses exigences sur sa contribution au budget ont envenimé les débats entre la France et l'Angleterre dans les années 1980 ("crise" britannique en 1986 entre Chirac et M. Thatcher). Plus récemment, les pays d'Europe de l'Est, entrés ensemble lors de l'élargissement de 2004, ont affiché leur volonté de ne pas "passer d'une domination à une autre" (de l'ex-URSS à l'UE) et plus récemment, le groupe de Visegrád conteste, au nom de la souveraineté nationale, le principe d'une répartition des réfugiés par quotas fixés par la Commission. Face aux difficultés communes traversées par l'Europe (crise économique depuis 2008, crise des réfugiés depuis 2013), le regain de l'"imaginaire national" (Benedicte Anderson) semble être à l'œuvre davantage que l'idéal européen. Le non français et hollandais au référendum sur la Constitution

Épreuve de CULTURE GÉNÉRALE

européenne et le rejet de l'Europe qu'il a semblé traduire, surtout de la part de pays fondateurs, s'est couplé au sentiment que les politiques de l'union n'auraient plus leur protection antérieure (critique de la PAC en France par les agriculteurs eux-mêmes).

B.2. Le déclin du projet européen voire son rejet semble résulter de l'impuissance des États et des institutions elles-mêmes à jouer leur rôle d'"instituteurs de la société" (Pierre Rosanvallon in Où va l'État) à même de faire œuvre de pédagogie auprès des populations pour les faire adhérer au projet européen. Les citoyens semblent percevoir les règlements davantage comme des entraves à la liberté que des protections ou des principes vains sans impact sur les difficultés du quotidien, illustrant la maxime d'Edmund BURKE lorsqu'il affirmait, dans ses Réflexions sur la Révolution française, "à quoi bon débattre dans l'abstrait du droit de se soulever lorsqu'on souffre de la famine ?". Le pouvoir, qu'il soit étatique ou supra-étatique, dans la mesure où il instaure des lois, devrait dans toutes les circonstances agir selon le bien des individus (Aristote,

Politique livre VII ; Platon (la République), condition à laquelle les hommes lui délèguent l'autorité dans "le contrat social" (Rousseau) afin d'assurer leur sécurité (Hobbes, Locke). En outre, dans ce transfert de souveraineté consenti par les États au profit de l'Union, d'aucuns voient un affaiblissement de l'État au profit d'autres entités que l'Europe, par son fonctionnement, tendant à encourager : groupes identitaires régionaux, lobbies, communautés (B. Badie L'impérialisme de la puissance), résultat de l'émergence de "sociétés globales" (Martin Shaw Global societies and international politics) faisant fi des États, mais tendant à se replier sur des groupes plus restreints, voire contestataires de l'ordre établi et de la légitimité du pouvoir institué par les traités et conféré à l'Europe (P. Rosanvallon La contre-démocratie). Les valeurs associées à l'Union européenne et inscrites en préambule des traités sonneraient dès lors comme des incantations, à l'image de la "liberté" des citoyens à circuler, contrepartie d'une libre installation des travailleurs menaçant l'emploi ("la liberté, un de ces

d'instables mots qui ont plus de valeur que de sens, qui chantent plus qu'ils ne parlent "disait Paul Valéry"). Si dans la crise des sciences européennes, redit en 1936 en pleine montée des extrêmes, Mussolini semblait ne voir dans cette "crise" (philosophique, identitaire) qu'un phénomène passager, les observateurs avertis de cette défiance envers l'Europe semblent plus pessimistes quant à sa durée, de A. Finkielkraut (la défaite de la pensée) à Daniel Cohn-Bendit, la tendance à un "angélisme exterminatoire" (A.-G. Slama) visant à créer davantage de normes et d'incantations pour sauver l'Union ne fait plus recette.

Aussi, pour parvenir à susciter l'enthousiasme, une véritable réflexion sur les fondements de "l'identité européenne" (A. Tagnieff) semble nécessaire, identité qui ne se fonderait pas seulement sur un rejet, celui de "la peur des barbares" (A. Todorov), mais aussi sur ce qui lie les citoyens européens et justifie les transferts de souveraineté.

II) Retrouver un sens au sein du projet européen passe nécessairement par une réflexion sur l'identité européenne et ce qui la constitue, ainsi que par une réappropriation du projet et des instruments européens par les citoyens.

A) Dépasser les particularismes au nom d'une identité commune suppose de s'entendre sur les acquis, culturels et historiques, que les Européens partagent encore.

On attribue à Jean Monnet, l'un des fondateurs ou "pères" de l'Europe, la formule suivante à propos de la construction européenne : "Si c'était à refaire, je commencerais par la culture". Preuve, s'il en fallait, que même au temps où l'Europe ne travaillait pas encore la crise actuelle, le défaut d'une prise de conscience de l'importance de la culture dans le projet européen se faisait déjà sentir. Certes, des divergences d'approche seront toujours à l'œuvre, "mais dans la diversité" étant d'ailleurs la devise de l'Union, l'Europe étant en réalité aussi diverse que l'est la France elle-même (F. Braudel disait "la France est diversité" dans l'identité de la France, tout comme il a décrit la diversité des paysages européens, des cultures et des hommes dans la méditerranée), mais c'est l'héritage de ces apports multiples qui fait sa culture. Celle-ci n'est pas "universelle", ce qui est d'ailleurs le propre de la culture (Claude Lévy-Strauss in Structures élémentaires de la parenté) mais a des racines communes qui pourraient être davantage rappelés aux détracteurs du projet européen : l'humanisme, issu des Lumières, de Thomas More à Montaigne, en passant par Erasme, européen illustre (cf. Guy de Maupassant D'Alloues, l'homme compassionnel ou l'humanisme européen), humanisme et tolérance au nom desquels d'ailleurs lors des débats sur le projet de constitution européenne en 2003/2004, la demande de la Pologne d'inscrire les racines "chrétiennes" de l'union avait été rejetée afin de ne pas exclure les autres confessions, qui ont beaucoup contribué à l'histoire de l'Europe, de l'historien Ibn Khaldun qui a parcouru l'Europe

preuve de Culture générale

à Naïssonides par exemple.

Certes, des initiatives culturelles existent évidemment, visant à forger cette culture et identité commune, du programme Erasmus, à la chaîne franco-allemande Arte, mais ils restent encore modestes au regard du défi à relever et de l'immensité de la défiance. Comme le rappelait Italo Calvino, dans *Pourquoi lire les classiques*, c'est parce que les Européens ont été nourris, même inconsciemment, à cette culture commune qu'ils se reconnaissent entre eux.

La culture européenne s'émancipe aussi dans le refus du retour aux totalitarismes, notion cette débattue (Guy Hermet in "Totalitarismes"), alors que "l'âge des extrêmes" (E. Hobsbawm) qui a ravagé l'Europe dans les années 30 n'est pas si éloigné au regard de la montée en puissance des tendances négationnistes, complottistes ou révisionnistes. Comme le disait Pierre Vidal-Naquet dans *"Les assassins de la mémoire"* : "Nous qui savons ce qui s'est passé en 1945 devons prouver que cela s'est passé". Cet oubli de ce que pourrait représenter

une Europe désunie en prise aux nationalismes exacerbés pourrait, en absence de "devoir d'Histoire" (P. DU TARD) à défaut de devoir de mémoire, conduire à la montée de nouveaux extrémismes et à "l'effroi radical" constitutif du totalitarisme (Hannah Arendt, La nature du totalitarisme).

Certes, si l'identité ne se dicte pas de l'extérieur, en particulier une identité aussi complexe que l'identité européenne (Claude Lévy Strauss L'identité 2000), par la culture elle peut se forger plus sûrement que par l'incantation politique. La culture, qui consiste à "éclairer le monde sans l'analyser" (Heidegger) peut constituer un liant bien plus fort conduisant à souhaiter rester unis, "non pas effacer les diversités particulières dans un ordre vain" (Saint Exupéry, Citadelle) demeurer une entité politique "et autant plus forte [qu'elle] sait garder en [elle] ce qui vit et agit contre [elle]" (Paul Valéry, Œuvres complètes), y compris ses détracteurs les plus violents.

B.2 L'identité à l'œuvre dans le projet européen peut également retrouver son sens par une réappropriation par les citoyens de ce projet et de ses instruments.

En dépit des efforts considérables pour rapprocher les citoyens par le biais de la culture, ceux-ci ne seront pas suffisants à eux seuls pour redonner foi en l'Europe sans un rapprochement de celle-ci de ses citoyens. "Notre héritage n'est précédé d'aucun testament" disait René Char à propos de l'histoire (citation reprise par Hannah Arendt au début de la Crise de la culture), illustrant le fait que les peuples européens ne se sentent pas tenus de sauver leurs institutions, leur cadre de pensée au seul nom du passé ou d'une culture commune.

Pourtant, c'est par la foi dans les institutions et leur efficacité que passe l'adhésion à une entité politique (comme l'a montré par ex. Fustel de Coulanges dans son Histoire des institutions de l'ancienne France où, "bien plus que la race, l'appartenance à un même peuple" ou l'usage d'une même langue, ce sont les institutions davantage que les Germains qui ont ruiné l'ancienne France de sa marque). De même, Jürgen Habermas, à propos de l'Allemagne renaissant de la cendre parlait de "patricisme constitutionnel", d'attachement aux institutions bien plus qu'à une langue, comme garantie de pérennité de l'état allemand (in L'Allemagne nazie et le génocide juif).

En rendant l'Europe plus démocratique, par des institutions qui semblent plus proches, plus efficaces, moins complexes, les citoyens peuvent se sentir davantage maîtres de leur destin européen et développer un attachement pour l'identité européenne. L'extension de la codécision au Parlement, l'élection de son président annoncée par les partis pour renforcer davantage les visages de l'Europe ont pu aller dans ce sens, mais semblent encore trop éloignées des aspirations à une Europe plus concrète.

Sauver le projet européen est encore à la portée des citoyens et des Etats prêts à s'investir dans la quête de l'identité partagée, à l'œuvre dans ce projet. Dans les racines du ciel, Romain Gary parlait de l'Afrique, continent qui il décrivait et qui lui semblait étranger, comme d'un lieu "qui fait disparaître, plus vite qu'ailleurs, les branches des arbres, les sentiers et les hommes". Revitaliser le projet européen ~~semble~~ revient à ce que les jeunes générations en particulier ne disent pas demain de l'Europe ce que Romain Gary décrivait dans ce roman s'agissant de cet autre continent. Les débats qui agitent l'Europe ne sont pas nouveaux, de l'immigration (comme le rappelle Gérard Noiriel dans Le creuset français) à l'indépendance économique, et ils ne pourront être dépassés qu'au prix d'une volonté commune de poursuivre l'aventure de la construction et de l'intégration européenne.

* à propos du XIX^e siècle et de l'épisode d'Arques - Noyes en 1893 par exemple, le candidat ne doit pas signer cette composition.
rejet des Italiens faisant écho à d'autres rejets aujourd'hui.